

Opinion

**Nina Wilén**

Directrice du programme Afrique à l'Institut Egmont des relations internationales.

■ On assiste dans ce continent à une expansion djihadiste sans précédent, à la multiplication des conflits armés et à une croissance démographique inégalée dans le monde. Ces trois éléments doivent nous alerter. Négliger notre flanc sud est une erreur.

dépasse largement le front oriental. Après chaque intervention dans son voisinage, la Russie a étendu sa présence en Afrique: après la Géorgie en 2008, la Crimée en 2014, et surtout depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. Moscou y investit désormais massivement, par l'intermédiaire des mercenaires Wagner mais aussi via des accords de défense formels.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a visité plus de dix-huit pays africains, contre seulement trois pour Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, depuis février 2022. La compétition est particulièrement visible au Sahel, jadis au cœur des missions de l'UE et de l'opération française Barkhane, où des putschistes ont expulsé les forces occidentales et accueilli les troupes russes, tout en remplaçant les entreprises minières occidentales par des partenaires russes et chinois.

Pression démographique unique

Troisièmement, l'Afrique est le continent à la croissance démographique la plus rapide: sa population doublera, passant d'un à deux milliards d'habitants entre 2020 et 2050. Or, ce dynamisme s'accompagne d'une vulnérabilité accrue face au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et aux conflits ar-

més. Les répercussions de cette pression démographique atteindront inévitablement l'Europe.

Assimiler la migration à une menace sécuritaire est à la fois erroné et dangereux, mais croire que des murs ou des politiques restrictives permettront de l'arrêter est tout aussi illusoire – surtout quand seulement treize kilomètres séparent l'Espagne du Maroc.

Notre "Vision stratégique 2025"

En somme, aucun de ces facteurs ne constitue aujourd'hui une menace directe pour la Belgique ou pour l'Europe. Mais à moyen terme, ils influenceront profondément notre sécurité et notre environnement politique.

Cela ne signifie pas détourner notre attention de l'Ukraine, mais reconnaître que nous devons être capables de gérer plusieurs crises à la fois et développer une véritable défense à "360 degrés". Les grandes rivalités de puissance ne se déclinent que rarement autour des intérêts centraux: elles se jouent souvent dans les zones dites périphériques.

La guerre d'agression menée par la Russie nous a rappelé que la préparation militaire ne s'improvise pas. Si l'Afrique reste absente de notre planification sécuritaire, nous risquons de devoir réapprendre cette leçon – mais à un prix bien plus élevé.

OPINION

Ce 11 septembre-là, la Belgique était actrice dans l'Histoire

■ Après le putsch militaire au Chili, le peuple belge accueillit de nombreux réfugiés. C'était le temps où la petite Belgique savait jouer son rôle dans les soubresauts de l'Histoire.

Jean-Paul Baras

Ancien délégué des gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de Wallonie à Paris

D epuis vingt-quatre ans, la date du 11 septembre réveille les mémoires. Les images des avions qui se jetèrent sur les gratte-ciel de Manhattan ont laissé dans les caractéristiques séculaires une balise indélébile. Les tours s'effondrèrent et, avec elles, une certitude qui annonçait un autre monde: le territoire des États-Unis d'Amérique n'était plus un sanctuaire.

Le hasard du calendrier avait voulu que cette date frappât déjà les consciences. En 1973, au palais de la Moneda, à Santiago du Chili, un putsch d'une violence inouïe fomenté par ces mêmes États-Unis (comme le reconnaîtra Henry Kissinger dans ses mémoires) allait porter au pouvoir l'un des dictateurs les plus sanguinaires du XX^e siècle, Augusto Pinochet, en éliminant le gouvernement socialiste parvenu au pouvoir de manière tout à fait démocratique par la volonté des urnes et du suffrage universel.

L'Amérique latine, qui nous avait habitués à des changements de régime casses et constants, était observée avec attention et curiosité. Salvador Allende, le président de la République, en y laissant sa vie, devenait un symbole. Des hommages survinrent de partout. Ce fut sans doute *Le Nouvel Observateur* qui exprima le mieux le respect que l'on devait à cet homme. Ce magazine hebdomadaire présentait en couverture une photo d'Allende souriant, comme s'il envoyait un salut d'adieu, avec un titre sans équivoque: *Les assassins d'Allende, un grand récit de Régis Debray*. En pages intérieures, l'article précisait: "Il est mort dans sa loi", et s'achevait ainsi: "... la passion et l'honneur, la loyauté, la noblesse; cela s'appelle la hombria. Intraduisible. Salvador Allende était un caballero. Comment dit-on en français? Quelque chose comme 'un grand monsieur'."

Notre secrétaire d'État actuelle à l'Asile et à la Migration, Anneleen van Bossuyt, n'était pas encore dans l'oeuf. Du reste, ce poste n'existant pas dans les charges du gouvernement belge en ce temps-là. C'est pourquoi les solidarités apparurent spontanément, de plus en plus nombreuses, de plus en plus efficaces.

Le peuple belge, dans sa générosité, accueillit les réfugiés chiliens qui fuyaient la dictature. Des gestes de fraternité se firent jour presque naturellement.

Quand la démocratie revint dans leur pays, certains d'entre eux y retournèrent; d'autres, qui avaient fondé une famille chez nous, devinrent des compatriotes. Ils sont aujourd'hui des citoyens à part entière et ils participent à la vie et à la prospérité du pays.

Dehors, le boucher de Valparaíso !

La Belgique joua d'ailleurs un rôle exemplaire à la suite du drame chilien. Un fait politique mérite à cet égard d'être retracé.

Parmi les réfugiés installés à Liège figuraient Sergio Poblete, général de la Force aérienne resté fidèle au président Allende. Il apprit à ses amis socialistes que Pinochet avait changé l'ambassadeur à Bruxelles, poste diplomatique important tenu des contacts avec l'Europe, et que le nouveau représentant était le général Nuño, surnommé "le boucher de Valparaíso", qui s'était rendu célèbre par ses coups d'éclat de torture.

Le groupe socialiste de la Chambre décida de s'opposer à la désignation de cet ambassadeur. En son nom, un jeune député interpella le ministre des Affaires étrangères, Renaat van Eslande, démocrate-chrétien flamand. Grâce à la facade qui le révélera plus tard brillant orateur, Jean-Maurice Dehouze parvint à obtenir une majorité à la Chambre sur la résolution du groupe socialiste qui s'achevait ainsi: "... estime que le rôle joué par l'actuel ambassadeur du Chili en Belgique dans la préparation et l'exécution du coup d'État du 11 septembre 1973 ne lui permet pas d'exercer une fonction en Belgique avec la sérenité voulue".

Le ministre Van Eslande fut contraint de prier Augusto Pinochet de changer d'ambassadeur; à défaut, d'être obligé de l'expulser.

C'était le temps où la petite Belgique savait jouer son rôle dans les soubresauts de l'Histoire.